

AÏN DEFLA

La population d'El Attaf prise en otage

Des dizaines de projets d'utilité publique bloqués, refus d'assister aux délibérations pour la réalisation de ces projets, des entrepreneurs découragés par des rumeurs mal intentionnées.... Tels sont les griefs formulés à l'encontre de 13 des 15 élus à l'APC d'El Attaf, la deuxième commune en importance de la wilaya de Aïn Defla.

En attendant, les habitants sont confrontés à de nombreux problèmes, notamment ceux liés à l'alimentation en eau potable, au réseau d'assainissement défectueux en plusieurs points de la commune, des ordures ménagères qui submergent de plus en plus la ville. Pour ne citer que ceux-là.

Pourtant, selon nos sources, la tutelle a mis le paquet en mobilisant des ressources financières de plus de 5 milliards de centimes pour l'acquisition de divers engins (camions à bennes tasseuses, rétrochargeurs...) ressources hors programmes, qui viennent s'ajouter au PCD (plan communal de développement).

Pis encore, vu que l'argent mis à la disposition de la commune n'a pas été utilisé en raison du refus de déli-

bérer des élus, les communes environnantes ont été instruites pour mettre à la disposition d'El Attaf certains de leurs engins ainsi que des agents pour venir en aide à la population. Il semble que la situation n'a pas l'air de préoccuper outre mesure ces «élus du peuple» qui se contentent de bloquer la situation et qui se livrent un combat pour la gestion du parc roulant de la commune.

Cette situation perdure depuis des années, selon nos informations, puisque l'actuel P/APC, un cadre du secteur sanitaire, est le septième à occuper le poste de maire. La valse des maires a toujours eu pour origine des blocages similaires.

Comme si cela ne suffisait pas à la population d'El Attaf, un collectif d'élus de 13 membres vient de dépo-

ser un retrait de confiance à ce énième maire à moins de deux mois de la fin de leur mandat, une procédure qui pourtant n'est plus admise par le nouveau code communal, procédure apparemment non connue par ces élus. Pour débloquer la situation, le secrétaire général de la wilaya a convié tous les membres de l'APC et plusieurs responsables de la société civile à une réunion, mercredi à 16 h, pour débattre de la situation et «crever l'abcès». Quelques instants avant la réunion, à leur arrivée, les participants ont été invités à attendre dans la salle d'attente du cabinet, une salle pourtant climatisée, mais malheureusement petite pour contenir tout le monde. Face à l'exiguïté du lieu où un agent de l'administration a quelque peu insisté quand même pour qu'ils y rentrent tous, certains ont pris cela pour une première brimade à laquelle est venue s'ajouter une autre à savoir la présence des représentants de la société civile. D'ailleurs l'un d'eux nous a dit : «Pourquoi les a-t-on invités... ? Cela

ne les regarde pas, c'est nous les représentants du peuple.» Et du coup, les 13 «représentants» du peuple ont quitté les lieux.

Nous avons quand même pu poser la question à certains d'entre eux sur les raisons qui les ont poussé à déposer le retrait de confiance. L'un d'eux nous dira simplement : «Il n'est pas beau, nous n'en voulons pas et nous ne reviendrons pas sur notre décision quoiqu'il arrive.» Un autre nous dira : «En fait de responsables de la société civile ces énergumènes sont inféodés au maire, ses complices.» Un vice-président de l'APC, qui a même insisté pour qu'on cite son nom, nous a parlé d'un incident où le chef du parc conduisant un tracteur muni d'une remorque aurait bloqué l'entrée de ce parc aux élus, objet de tous les litiges.

En fait, la réunion a quelque peu capoté «parce que les élus ont refusé de débattre de la situation devant les représentants de la société civile et les représentants de la presse nationale qui y ont été convié se sont défi-

lés, n'assumant pas leurs responsabilités, de peur d'être démasqués et que la population continue à ignorer le comportement de leurs élus», a-t-il été dit.

Par ailleurs, a précisé le secrétaire général, «tout sera fait pour que la population d'El Attaf ne continue pas à être lésée par une telle situation, la législation a tout prévu».

Il faut quand même noter, comme l'a rappelé l'un de ces élus, qu'il a été enregistré durant ces dernières années 27 mouvements de contestation de la part de la population et le siège de l'APC a été fermé à deux reprises.

En marge de la réunion, un participant a mis le doigt sur la plaie et est remonté aux sources de ces problèmes. «Ce sont les confectionneurs des listes électorales notamment les chefs et autres responsables des partis qui ont amené ces gens-là aux postes de responsabilités qui sont venus pour se servir et non pour servir.»

Karim O.

ANNABA

Un réseau de trafic de drogue démantelé

Un réseau de trafic de drogue constitué de 22 individus, activant dans la wilaya d'Annaba et ayant des ramifications dans plusieurs autres wilayas du pays, a été démantelé ce vendredi par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya d'Annaba.

Ce coup de filet dans le milieu des stupéfiants a permis l'arrestation dans le quartier populaire de Djabanet Lihoud (Annaba) du baron de ce réseau. Ce dernier possède deux domiciles, l'un à Annaba et l'autre à Azzaba (Skikda).

Sept autres individus du réseau, dont deux femmes, ont été également arrêtés en même temps que le baron, alors que sept autres sont identifiés et activement recherchés, selon le commissaire principal Boubekri Mohamed Yazid, chef de la PJ d'Annaba. Celui-ci intervenait au cours d'une conférence de presse au siège de la Sûreté de la wilaya d'Annaba. Il fera savoir par la même occasion que 22,3 kg de kif traité ont été saisis

lors de cette arrestation. Le reste du groupe, soit sept individus identifiés sous des sobriquets, fait l'objet d'une enquête pour déterminer leur véritable identité et procéder ainsi à leur arrestation, ajoute le commissaire principal Boubekri.

On apprendra aussi que le baron arrêté ce vendredi se trouve être le beau-frère d'El Hadj Nacer, impliqué dans une affaire de 1, 075 quintal de kif traité en provenance du Maroc et destiné à la Tunisie et la Libye, après un prélèvement d'une certaine quantité pour l'Algérie. Ce personnage a été épinglé en janvier 2012 par les policiers de la brigade anti-stupéfiants d'Annaba. Pour tromper son monde, il ne ratait aucune prière à la mos-

quée de son quartier, tout en se faisant remarquer par des actions caritatives.

Pour le commissaire principal Boubekri, ce personnage jouait sur les sentiments des gens en utilisant la religion pour se faire respecter. Il a été condamné à 7 ans de prison. Sa femme arrêtée en même temps que lui a été laissée en liberté provisoire pour raison humanitaires, car elle venait d'accoucher.

Le chef de la PJ d'Annaba reconnaîtra que l'information joue un grand rôle dans la lutte contre ce poison. «Des fois, ce sont carrément des concurrents de ces réseaux qui appellent pour dénoncer des transactions ou un arrivage de drogue», affirme le chef de la PJ d'Annaba, qui au vu de son expérience dans la lutte contre le trafic de drogue, dira que la quasi-totalité des barons ont une couverture soit à travers le commerce du gros, boutiques d'habillement et de chaussures ou carrément des

entreprises de biens et de services. «Ça sert au blanchiment de l'argent de la drogue», estime-t-il.

Ce poison nous vient presque exclusivement de notre voisin de l'Ouest, contre principalement des produits alimentaires et médicaments, soutenus par l'Etat, cheptel et autre carburant. Alors que certains nous pressent à rouvrir les frontières avec un Makhzen qui ne fait pas beaucoup pour arrêter, pour ne pas dire autre chose, ce déluge de poison qui inonde l'Algérie à dessein.

L'Algérien est conscient du destin commun des peuples du Maghreb et ne peut qu'applaudir pour une réelle démarche qui ne sera que bénéfique pour l'ensemble des peuples le composant même celui du Sahara occidental qui n'a pas encore son indépendance, et c'est la faute à l'intransigence du palais royal, estime-t-on.

A. Bouacha

KOLÉA

La route Bou Ismail-Koléa fermée à la circulation

Au début de cette semaine, les résidents du quartier Ben-Henni situé au sein de l'agglomération de Chaïgh, à deux kilomètres de la ville de Koléa ont fermé l'axe routier reliant Koléa à Bou Ismail.

Ce mouvement de protestation est à son troisième jour et trouve son origine au problème de l'alimentation en eau potable de toute la zone desservie par un château d'eau.

Cette contestation qui a créé un énorme embouteillage routier causant un énorme préjudice, tant aux automobilistes, qu'aux riverains, a provoqué une réaction des auto-

rités locales et de la société SEAAL, anciennement Algérienne des eaux (ADE). Aucune négociation ne fut possible avec les autorités locales et les responsables de la SEAAL jusqu'au règlement définitif du problème de la distribution de l'eau.

L'intervention de la gendarmerie n'a pu permettre de réguler la circulation que difficilement. Au cours de leur intervention, les techniciens de la Société des eaux (SEAAL), se sont aperçus que l'accès au château d'eau avait été forcé par des copies de clés, à l'insu de la société.

Ce furent certains riverains récalcitrants et bénéficiaires de ce château d'eau, qui ont utilisé ce stratagème, pour dévier les canali-

sations, en ouvrant les vannes, qui alimentaient leur quartier. Les contestataires étaient ceux habitant le quartier Ben Henni car, les vannes qui alimentaient leur quartier n'ont pas été ouvertes durant plus d'un mois, c'est-à-dire durant tout le mois de Ramadan.

La société SEAAL, devant cette situation a pris des mesures draconiennes, en installant une équipe de gardiens au niveau du château d'eau.

Mis à l'index, les énergumènes habitants du quartier ayant utilisé de fausses clés, et qui se sont planqués en restant anonymes, furent chahutés par ceux du quartier Ben-Henni.

Larbi Houari

KHENCHELA

Un domicile cambriolé, des échauffourées et plusieurs personnes arrêtées

La cité Manito, l'un des quartiers les plus anciens et les plus populaires de Khenchela, a été le théâtre d'échauffourées déclenchées par un groupe de jeunes qui voulaient s'opposer à l'arrestation par les services de la police judiciaire de trois malfaiteurs.

Ces derniers sont membres d'une bande de voleurs qui ont cambriolé un domicile, s'emparant d'une somme d'argent et d'un lot de bijoux après avoir agressé le père de famille, son épouse et leurs enfants, lesquels ont vécu des moments de terreur.

Ces jeunes agités et munis d'armes blanches ont voulu barrer le chemin aux policiers en jetant des pierres sur les véhicules de la police qui a pu maîtriser la situation sans faire de dégâts. Plusieurs personnes ont été arrêtées pour les présenter devant les instances judiciaires.

Benzaïm Abdelouahab

TIARET

Deux frères meurent par noyade à Rahouia

Deux petits frères appartenant à la famille Hani sont morts noyés, avant-hier, dans la localité dite Echatt, relevant de la daïra de Rahouia, dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris de sources hospitalières. La terrible nouvelle est tombée tel un couperet pour plonger la population locale dans une consternation sans pareille.

En effet, voulant se désaltérer en cette période caniculaire sans précédent, les deux bambins, âgés de 9 et 11 ans, n'avaient pas le choix que de se rabattre sur une mare d'eau, située à l'intérieur, les deux innocents ont eu du mal à s'extirper de la vase dans laquelle ils se sont enlisés. Entre-temps, les habitants du village, qui se sont aperçus de la disparition des deux gosses, ont alors enclenché des recherches dans les alentours et ont fini par découvrir les deux corps flottant à la surface.

A noter que plusieurs cas de noyade du genre sont déplorés chaque été dans la wilaya de Tiaret en raison des grandes chaleurs qui poussent des jeunes et des enfants à s'aventurer dans des zones interdites à la baignade, tels Oued Mina, les retenues collinaires et les différents barrages que compte la région.

Mourad Benameur